



2^{ème} réunion, 5-6 octobre 2022
Réunion hybride via KUDO

RAPPORT DE RÉUNION

Ouverture de la réunion

1. M. Patrick Penninckx, Chef du Département de la Société de l'Information du Conseil de l'Europe, a ouvert la réunion et a souhaité la bienvenue aux membres et aux participants, soulignant l'importance du travail du MSI-INF, également à la lumière des priorités de l'Organisation qui incluent la liberté d'expression, la gouvernance des médias et de l'Internet et d'autres questions relatives à la société de l'information. M. Penninckx a ensuite expliqué la complexité de la tâche à laquelle est confronté le Comité, car il n'existe pas de solution unique pour mettre fin à la désinformation. Il a invité le Comité à veiller à ce que la future note d'orientation contienne des conseils clairs, applicables et axés sur les droits de l'homme à l'intention des décideurs politiques et des autres parties prenantes concernées.
2. L'ordre du jour de la réunion (annexe 1), présidé par Mme Elisabeth Lambert (présidente du MSI-INF) a été adopté sans modification. Sur les 38 participants (annexe 2), il y avait 21 femmes (55%) et 17 hommes (45%). La réunion a été suivie par 12 membres ; Mme Marie MASDUPUY (France) a dû se retirer comme membre du comité d'experts.

Information par le secrétariat

3. Mme Emma Gruden, secrétaire ad interim du MSI-INF, a fourni des informations supplémentaires sur les développements pertinents dans les travaux normatifs et autres des organes et de la structure du Conseil de l'Europe. En particulier, le Comité des Ministres a adopté un certain nombre de recommandations pertinentes au début de 2022 : [CM/Rec\(2022\)11](#) sur les principes de gouvernance des médias et de la communication, [CM/Rec\(2022\)12](#) sur la communication électorale et la couverture médiatique des campagnes électorales, [CM/Rec\(2022\)13](#) sur les effets des technologies numériques sur la liberté d'expression, [CM/Rec\(2022\)16](#) sur la lutte contre le discours de haine et [CM/Rec\(2022\)4](#) sur la promotion d'un environnement favorable au journalisme de qualité à l'ère numérique. En ce qui concerne les événements d'intérêt à venir, le secrétariat a informé les membres d'un échange de vues informel entre les représentants de la société civile et le GR-H (Groupe de

rapporteurs sur les droits de l'homme) du Comité des Ministres sur le thème "traiter la désinformation et la propagande dans le cadre des droits de l'homme". Les membres ont en outre été informés de la tenue d'autres événements susceptibles de présenter un intérêt : la [Conférence européenne anti-SLAPP 2022](#), organisée par le Centre européen pour la liberté de la presse et des médias (ECPMF) et la Coalition contre les poursuites-bâillons en Europe (CASE), qui aura lieu le 20 octobre 2022 ; la [Conférence sur les médias de service public pour la démocratie](#), co-organisée par le COE et l'UER ; et le [17ème Forum sur la gouvernance de l'Internet \(FGI\)](#), au cours duquel le Conseil de l'Europe organisera et participera à un certain nombre de sessions.

Discussion du projet de note d'orientation sur la lutte contre la diffusion de mésinformations et de désinformations en ligne par le biais de la vérification des faits et la conception de plates-formes dans le respect des droits de l'homme.

4. La discussion qui a suivi s'est concentrée sur la structure et le contenu de l'élément livrable dans le cadre du mandat MSI-INF - un futur projet de note d'orientation sur la lutte contre la diffusion de mésinformations et de désinformations en ligne par le biais de solutions de vérification des faits et de conception de plateformes dans le respect des droits de l'homme - qui devrait être finalisé et soumis au CDMSI pour approbation avant la fin du mois de décembre 2023.
5. Les rapporteurs - M. Ronan Ó Fathaigh, Mme Sophie Lecheler et M. Cristian Vaccari - ont entamé la discussion par une présentation générale du projet, en développant la structure générale, la portée et les objectifs du document. Les membres du MSI-INF ont accueilli favorablement le premier projet, tel qu'il a été préparé par les rapporteurs, saluant l'effort des rapporteurs de suivre le plan convenu, de développer les questions discutées lors de la première réunion et d'intégrer autant de commentaires que possible.
6. Les experts ont discuté du projet de note d'orientation section par section (vérification des faits, solutions de conception de la plateforme, responsabilisation des utilisateurs). Ils ont d'abord commenté le préambule, puis les lignes directrices qui seront fournies par la future note d'orientation dans son annexe, en se concentrant particulièrement sur les éléments qui doivent encore être inclus ou élaborés.

Conclusions et décisions

7. **En ce qui concerne le texte global**, les experts ont convenu de concentrer les discussions sur les aspects pratiques et la collaboration entre toutes les parties prenantes impliquées, tout en s'assurant qu'il n'y a pas de conflit d'intérêts. Ils ont également convenu de souligner les principes des droits de l'homme et de la liberté d'expression dans chaque pilier de la future note d'orientation et de faire référence dans le préambule à d'autres droits qui pourraient être affectés par la désinformation.
8. **En ce qui concerne la section sur la vérification des faits**, les discussions se sont concentrées, entre autres, sur la clarification de ce qui est faisable compte tenu du paysage réglementaire actuel, les parties prenantes impliquées dans la vérification des faits (y compris le rôle des journalistes), et les conditions dont les vérificateurs de faits et les organisations de vérification des faits ont besoin pour fonctionner le plus efficacement possible.
9. **Dans la section sur les solutions de conception des plateformes**, les experts ont tenu des débats animés sur les actions que les États et les plateformes peuvent entreprendre pour encourager et soutenir cet écosystème. Ils ont également soulevé la nécessité pour les plateformes d'améliorer l'accès transparent aux données sur l'efficacité des mesures de lutte contre la désinformation des différentes plateformes,

en particulier pour les chercheurs, et de veiller à ce que les utilisateurs disposent de procédures de recours claires et efficaces.

10. **En ce qui concerne la dernière section sur l'autonomisation des utilisateurs**, les experts ont échangé sur la nécessité de mettre l'accent sur les stratégies d'éducation aux médias et à l'information et sur le fait que les outils numériques doivent être développés et utilisés de manière accessible pour leurs bénéficiaires finaux, les utilisateurs. Il s'agit notamment des plates-formes qui développent des fonctionnalités de sécurité dès la conception, ainsi que du rôle d'autres organisations travaillant sur les technologies de la sécurité pour atténuer les préjudices en ligne, y compris la désinformation et la mésinformation.
11. L'idée de créer **une liste évolutive des meilleures pratiques** et des exemples concrets a émergé de plusieurs membres, et il a été convenu que le secrétariat informerait le CDMSI de cette proposition d'un document dynamique séparé, visant à assurer que les recommandations respectives soient à l'épreuve du temps et prennent en compte les initiatives de contre-désinformation émergentes et existantes qui s'avèrent efficaces.
12. Les experts ont convenu de laisser un certain nombre de mesures et de références détaillées pour le **futur exposé des motifs**, un bref texte d'accompagnement visant à être aussi concret que possible tout en fournissant un contexte et un arrière-plan au défi complexe dont il est question dans le texte principal.
13. En ce qui concerne le **calendrier et le suivi**, la date limite du 31st octobre 2022 a été fixée pour les commentaires écrits sur le projet de note d'orientation, après quoi les rapporteurs réviseront le texte, qui sera ensuite envoyé au comité d'experts pour commentaires et présenté au CDMSI pour discussion lors de la prochaine réunion plénière. Le travail sur le futur exposé des motifs commencera après la discussion du premier projet de note d'orientation par le CDMSI, dans le but de proposer un avant-projet d'exposé des motifs au comité d'experts lors de sa 3rd réunion en mars 2023, ainsi que le projet de note d'orientation, tel que révisé à la lumière des commentaires reçus du CDMSI et des membres du MSI-INF.

Autres affaires

14. Conformément à la pratique établie, le secrétariat préparera un projet de rapport de réunion qui sera envoyé au président et au vice-président pour examen. Ensuite, le projet de rapport sera envoyé aux membres du MSI-INF, afin qu'ils puissent faire part de leurs commentaires dans un délai de cinq jours ouvrables complets. En l'absence de commentaires, le rapport sera considéré comme finalisé et sera transmis au CDMSI pour information.

Date et lieu de la prochaine réunion

15. La troisième réunion MSI-INF aura lieu les 27 et 28 mars, dans un format hybride.

COMITÉ D'EXPERTS SUR L'INTÉGRITÉ DE L'INTÉGRITÉ DE L'INFORMATION EN LIGNE
(MSI-INF)

2nd Projet d'ordre du jour de la réunion

5-6 octobre 2022, 10:00-12:30, 14:00-16:30

Réunion hybride
(Strasbourg, Palais de l'Europe, Salle 8 / en ligne via la plateforme KUDO)

Jour 1 - 5 octobre

09:30-10:00 - Tests KUDO

1. Ouverture de la réunion

Patrick PENNINCKX, Chef du département Société de l'information

2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

MSI-INF (2022)05

Information par le Secrétariat

- 3.** Informations sur les développements pertinents en matière de normalisation et autres travaux des organes et structures du Conseil de l'Europe.

-
- 4.** **Discussion du projet de note d'orientation sur la lutte contre la diffusion de fausses informations et de désinformations en ligne par la vérification des faits et la conception de plates-formes dans le respect des droits de l'homme.**

Jour 2 - 6 octobre

09:30-10:00 - Tests KUDO

- 4. Discussion du projet de note d'orientation - Suite**
-

5. **Autres affaires**

6. **Date et lieu de la prochaine réunion**

Annexe 2

MSI-INF(2022)006
6 octobre 2022

Comité d'Experts sur l'intégrité de l'information en ligne (MSI-INF) /

Comité d'experts sur l'intégrité de l'information en ligne (MSI-INF)

2nd Réunion - 5-6 octobre 2022 (hybride) /

2^e réunion - 5-6 octobre 2022 (hybride)

List of participants / Liste de participant. e.s

COMMITTEE MEMBERS / MEMBRES DU COMITE

Ms./Mme Roxana CLINCIU

Deputy Director / *Directrice adjointe*

Public Diplomacy and Strategic Communication Directorate / *Direction de la diplomatie publique et de la communication stratégique*

Ministry of Foreign Affairs / *Ministère des affaires étrangères*

Roumanie / *Roumanie*

M/M Andrin EICHIN

Senior Policy Advisor / *Conseiller politique principal pour les relations internationales*

Swiss Federal Office of Communications (OFCOM) / *Bureau fédéral suisse de la communication (OFCOM)*

Switzerland / *Suisse*

Ms./Mme Paula FRAGA-LAMAS

IEEE Senior Member, Senior researcher and lecturer / *Membre senior de l'IEEE, chercheur principal et conférencier*

Département de génie informatique, Université de La Corogne (UDC) / *Department of computer engineering, Université de la Corogne (UDC)*

Spain / *Espagne*

Ms./Mme Puck GORRISEN

Policy Officer - Democracy / *Résponsable des politiques de la démocratie*

Ministère des Affaires intérieures et des Relations au sein du Royaume des Pays-Bas / *Ministry of the Interior and Kingdom Relations of the Netherlands*

Pays-Bas / *Pays-Bas*

Ms./Mme Beth LAMBERT

Head of Counter Online Manipulation / *Chef de la lutte contre la manipulation en ligne*

Department for Digital, Culture, media and Sport / *Service du numérique, de la culture, des médias et du sport*

Royaume-Uni / *United Kingdom*

Ms./Mme Sophie LECHÉLER

Professeur de *communication politique* / Professor of Political Communication
Département de communication, Université de Vienne / *Department of Communication, Université de Vienne*
Autriche / *Autriche*

M/M Hrvoje LISIČAR

Chair of Information Technology Law / *Président du droit des technologies de l'information*
Faculté de droit, Université de Zagreb / *Faculté of Law, University of Zagreb*
Croatia / *Croatie*

M/M Giacomo MAZZONE

Member of the Advisory board of the European Digital Media Observatory (EDMO) / *Membre du conseil consultatif de l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO)*
Expert du panel de haut niveau de l'EAC en charge de la culture numérique / *EAC High Level panel in charge of digital literacy*
Italie / *Italie*

M/M Ronan Ó FATHAIGH

Chercheur principal, Institut pour le droit de l'information (IViR), Faculté de droit, Université d'Amsterdam
Chercheur principal, Institut de droit de l'information (IViR), Faculté de droit, Université d'Amsterdam
Pays-Bas / *Pays-Bas*

Ms./Mme Malgorzata PEK

Expert / *Expert*
Strategy Department, National Broadcasting Council's Office / *Département Conseil de la stratégie, Bureau du national de l'audiovisuel*
Pologne / *Pologne*

M/M Cristian VACCARI

Professeur de communication politique et codirecteur du Centre de recherche en communication et culture, Université de Loughborough.
Professeur de communication politique et codirecteur du Centre de recherche en communication et culture, Université de Loughborough
Royaume-Uni / *United Kingdom*

M/M Giovanni ZAGNI

Directeur, Pagella Politica / *Facta.news*
Directeur, Pagella Politica / Facta.news
Italie / *Italie*

PARTICIPANTS ET OBSERVATEURS / PARTICIPANTS AND OBSERVERS

CHYPRE / CHYPRE	Ms./Mme Natassa AVRAAMIDES-HARATSI Press and Information Officer / <i>Attaché de presse et d'information</i> Ministry of Interior / <i>Ministère de l'intérieur</i>
GREECE / GRÈCE	Ms./Mme Nicole STELLOU Media Policy expert / <i>Expert en politique des médias</i> General Secretariat of Communications and Media / <i>Secrétariat général de la communication et des médias</i> Ministère de la Gouvernance numérique / Ministry of Digital Governance
ITALIE / ITALIE	Ms./Mme Alessandra PIERUCCI Chair of the Consultative Committee of Convention 108 / <i>Président du Comité Consultatif de la Convention 108</i> Italian Data Protection Authority / <i>Autorité italienne de protection des données</i>
POLAND / POLOGNE	Iwona PIORKOWSKA-KAPICA Senior Specialist / <i>Spécialiste principal</i> International Cooperation Division / <i>Division de la coopération internationale</i> International Cooperation and Education Department / <i>Département de la coopération internationale et de l'éducation</i> Personal Data Protection Office / <i>Bureau de la protection des données personnelles</i>
PORTUGAL / PORTUGAL	Ms./Mme Inés OLIVEIRA Legislative Policy Consultant / <i>Consultant en politique législative</i> Data protection office of the Ministry of justice / <i>Bureau de protection des données du ministère de la Justice</i>
SERBIA / SERBIE	Ms./Mme Gordana MOHOROVIC Assistant General Secretary / <i>Secrétaire général adjoint</i> Sector for Cooperation and Reporting / <i>Secteur de la coopération et des rapports</i> Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection / <i>Commissaire à l'information d'intérêt public et de la protection des données personnelles</i>
TÜRKIYE / TÜRKIYE	M/M Muhammet GÖK Expert / <i>Expert</i> Radio and Television Supreme Council / <i>Conseil suprême de la radio et de la télévision</i> M/M Salih KARABULUT Expert / <i>Expert</i> Radio and Television Supreme Council / <i>Conseil suprême de la radio et de la télévision</i>
UKRAINE / UKRAINE	M/M Hordii RUMIANTSEV Expert of Online-safety Group / <i>Expert du groupe de sécurité en ligne</i> Ministère de la transformation numérique / Ministry of Digital Transformation

ETATS NON MEMBRES AYANT LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

MEXICO / MEXIQUE	M/M. José Alfonso SUÁREZ DEL REAL Y AGUILERA Ambassador Plenipotentiary - Permanent Observer / <i>Ambassadeur Plénipotentiaire - Observateur Permanent</i> Permanent Representation of Mexico to the Council of Europe / Mission Permanente du Mexique auprès du Conseil de l'Europe
-------------------------	--

NON-MEMBER STATES / ETATS NON-MEMBRES

MAROC / MAROC	M/M Othmane ALAMI LAKTIB Executive, Legal Studies Department / <i>Cadre, Département des études juridiques</i> High Authority for Audiovisual Communication / <i>Haute autorité de la communication audiovisuelle</i>
----------------------	--

AUTRES INSTITUTIONS / OTHER INSTITUTIONS

IEEE	M/M Sean LA ROQUE-DOHERTY, Esq. Attorney & Counsellor at Law, IEEE member / <i>Avocat et conseiller juridique, membre du IEEE</i>
MEDIACLAN	M/M Michael EISENRIEGLER Partner / Partenaire
META	Mme /Mme Lara Levet Public Policy Manager EU Affairs / <i>Responsable politiques publiques Affaires européennes</i>
MICROSOFT	Ms/Mme Catalina GEMANARI Assistant de Tjade STROBAND, Directeur - Affaires gouvernementales européennes / <i>Assistante de Tjade STROBAND, Directeur - Affaires gouvernementales européennes</i>
REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF) / REPORTERS WITHOUT BORDERS (RSF)	M/M Paul COPPIN Legal Officer / <i>Responsable juridique</i>
VDE ASSOCIATION POUR LES TECHNOLOGIES ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET INFORMATIQUES / VDE ASSOCIATION POUR LES TECHNOLOGIES ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES ET DE L'INFORMATION	M/M Sebastian HALLENSLEBEN Responsable de la numérisation et de l'IA, Président du CEN-CENELEC JTC 21 AI / <i>Responsable de la numérisation et de l'IAm Président CEN-CENELEC JTC 21 AI</i>

SECRETARIAT / SECRÉTARIAT

DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION - LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ - ACTION AGAINST CRIME DIRECTORATE	Mr / M. Jan KLEIJSEN Director / <i>Directeur</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION	M/M Patrick PENNINGCKX Head of Department / <i>Chef du service</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION	Ms./Mme Artemiza-Tatiana CHISCA Head of Media and Internet Division, Secretary to the Steering committee on media and information society (CDMSI) / <i>Chef de la Division médias et internet, Secrétaire du Comité directeur sur les médias et la société d'information (CDMSI)</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION	Ms./Mme Urška UMEK Chef de l'unité Médias, Division Médias et Internet, Secrétaire du Comité d'experts sur le renforcement de la résilience des médias. <i>Chef d'unité médias, Division médias et internet, Secrétaire du Comité d'experts sur le renforcement de la résilience des médias</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION	Ms./Mme Emma GRUDEN Secrétaire du comité d'experts sur l'intégrité de l'information en ligne (MSI-INF) - Division Médias et Internet <i>Secrétaire du Comité d'experts sur l'intégrité de l'information en ligne (MSI-INF), Division médias et internet</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION	Mme/Mlle Giulia LUCCHESI Secrétaire du Comité d'experts sur les poursuites stratégiques contre la participation publique (MSI-SLP), Administrateur, Division Médias et Internet <i>Secrétaire du Comité d'experts sur les poursuites stratégiques contre la participation publique (MSI-SLP), Administratrice, Division médias et internet</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION	Ms./Mme Rodica CIOCHINA Administrateur, Division Médias et Internet <i>Administratrice, Division médias et internet</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION	Ms./Mme Irina TODOROVA-TOMOVA Assistant, Division Médias et Internet <i>Assistante, Division médias et internet</i>
INFORMATION SOCIETY DEPARTMENT / SERVICE DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION	Ms./Mme Marie GASSER Stagiaire, Division Médias et Internet <i>Stagiaire, Division médias et internet</i>

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Ms./Mme Clarissa WORSDALE

Ms./Mme Sara WEBSTER

Technicien KUDO / Technicien *KUDO*
Ms./Mme Sarah LINDER